

## SOCIÉTÉ

### VEUVES : LE COMBAT CONTINUE

Une conférence-débat mercredi soir à l'école Ruban vert, en présence de la première dame du Gabon Sylvia Bongo Ondimba, dans le cadre de la Journée internationale des veuves (JIV) 2018, a été l'occasion d'appeler à l'amélioration du cadre législatif et réglementaire.

Page 5

## ECONOMIE

### L'OPRAG ENTRE DEUX EAUX

L'Office des ports et rades du Gabon (Oprag) tenait hier son conseil d'administration dans un contexte marqué par la hausse du trafic maritime (762 navires accostant sur sa plate-forme contre 752 en 2016) et, a contrario, par la baisse de son chiffre d'affaires (-11,6%).

Page 4

## POLITIQUE

### ENRÔLEMENT : L'INQUIÉTUDE DE RHM



Alors que l'opération est censée s'achever dans une semaine, le Rassemblement héritage et modernité (RHM) a pointé hier les difficultés rencontrées sur certains sites de révision des listes électorales, craignant que des électeurs ne puissent se faire inscrire dans les délais impartis.

Page 2

## JUSTICE

### LA CAISSIÈRE EN PREND POUR 6 MOIS



Poursuivie par le Ministère public et la Finam – dont elle était la caissière – pour abus de confiance aggravé, Peggy Laure Effoutame Nang a été condamnée cette semaine en audience formelle à "Sans-Famille" où elle se trouve en détention depuis fin février, à 6 mois et 22 jours de prison.

Page 7

## FAIT DIVERS

### LE FAUX POLICIER



Loïc Armel Opape, 42 ans, séjourne depuis peu à la prison centrale de Makokou. Il s'était fait passer pour un agent de la Police judiciaire (PJ) nouvellement en poste dans la province, grugeant au passage plusieurs victimes, dont une jeune tenancière de bar qu'il aurait réussi à séduire.

Page 7

## POLITIQUE

### CNPDCP : le serment des commissaires

Page 2

## ECONOMIE

### Maboumine : l'espoir est permis

Page 4

## SPORTS

### Mondial-2018 : La France en 8e, l'Argentine au bord du précipice

Page 9

n° 12752 - Vendredi 22 Juin 2018

42e année - 24 Pages - 400 Fcfa



SONAPRESSE, BP 3849 Libreville-GABON. Rédaction : Tél. 01 73 58 60 - Fax : 01 73 58 63. Exploitation Publicité: Tél. 01 73 58 61 - Fax 01 73 58 62

## Conseil des ministres hier

# LA CURE D'AMAIGRISSEMENT



Outre l'adoption du projet de loi de finances rectificative (PLRF) – de 2 673,8 milliards de francs à 2 773,2 milliards de francs, soit une hausse de 3,7% –, le Conseil des ministres présidé hier par le chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba a été marqué par l'annonce d'une série de mesures applicables immédiatement, telles que la réduction de la taille du gouvernement, celle des effectifs de divers cabinets ou des décotes allant de 5% à 15% sur des rémunérations et des traitements. La réunion d'hier a enfin entériné l'élection à la Haute autorité de la communication (HAC) des journalistes Timothée Bousiengui et Abel Nzegho Mimongo.

Page 3

## Pour moi quoi...

Quand on n'en a pas, on se plaint et quand on en a, on laisse les choses se détruire et se dégrader au nom d'une soi-disant orthodoxie financière.

Tenez, qu'est-ce qu'on n'a pas fait le procès de l'Etat coupable de "cynisme" en laissant mourir notre Hôpital général de Libreville ou CHUL qui tombait en ruine et manquait du minimum pour traiter un simple paludisme. A plus forte raison, traiter les malades souffrant d'insuffisance rénale. Ces récriminations ne sont pas tombées dans des oreilles de sourds puisque, pour la première fois, nos pouvoirs publics ont consenti d'énormes sacrifices financiers pour, non seulement mettre l'ancien établissement colonial aux normes internationales en y construisant des bâtiments ultramodernes, mais surtout en équipant le service de dialyse

d'appareillages sophistiqués de dernière génération.

Mais, pas pour longtemps. Tout simplement parce que le mal gabonais a réapparu. Ils ont pensé à tout sauf au service après-vente. Seulement, quelques mois à peine, passés les moments d'émerveillement où les Gabonais se vantaient devant les autres pour ce bel acquis, le service dialyse était bloqué. Même les simples réactifs manquaient dans le service. Une situation qui a obligé nos malades à se tourner vers les structures privées. Ah ! Les choses du Gabon ! La honte. Tout ça à cause de la Cnamgs et du Trésor qui sont incapables de remplir leurs obligations financières.

Que vont-ils maintenant répondre ? Surtout, qu'ils évitent d'avancer comme argument la crise. Alors, les Gabonais peuvent crever quoi...

... Makaya